

Rapport Semestriel du Projet

Phase 1. Février – Août 2019

GERER LES INTERACTIONS ENTRE LES MIGRATIONS ET LES CONFLITS DUS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A L'EAU EN VUE DE RENFORCER LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DANS LE BASSIN DU CONGO

Numéro de Subvention du Projet CRDI : 108976-001

Préparé par :

Emmanuel-Tsadok Ngwamashi Mihaha, Coordonnateur du projet

Gérard Sankiana Malakanka, Responsable de la recherche, Province du Bas-Uélé

Nicole Nsambi Mpia, Chercheure Associée, Province du Bas-Uélé

Génie-Spirou Lutonadio Kiala, Responsable de la recherche, Province du Haut-Uélé

Anaclet Kombayi Mutanga, Chercheur Associé, Province du Haut-Uélé

Francine Nabintu Ntugulo, Responsable de la recherche, Province d'Ituri

Lisette Bonso Muswaswa, Assistante administrative du Projet

Type et numéro de rapport : Rapport Semestriel**Période couverte par le rapport :** Février-Août 2019**Date :** 07 Septembre 2019**Pays/Région :** République Démocratique du Congo, Bassin du Congo**Nom complet de l'établissement de recherche :** Centre de Recherche en Ressources en Eau du Bassin du Congo (CRREBaC), Université de Kinshasa. République Démocratique du Congo.**Adresse de l'établissement de recherche :**

Bâtiment de la Faculté des Sciences Agronomiques

Campus de l'Université de Kinshasa, Kinshasa - Mont Amba

Boite Postale 117 KIN XI, Kinshasa, République démocratique du Congo

Nom des chercheurs :

Professeur Raphaël M. Tshimanga, - Chercheur Principal du Projet, Directeur Général du CRREBaC

Ir Emmanuel-Tsadok N. Mihaha (MSc), Agronome en Eaux et Forêts, Superviseur des activités de terrain

Gérard Sankiana Malakanka, MSc Student, Responsable de l'objectif 2 de la recherche, CLR

Nicole Nsambi Mpia Chercheure Associée, Sociologue

Ir Génie-Spirou Lutonadio Kiala, MSc Student, Responsable de l'objectif 3 de la recherche, CLR

Ir Anaclet Kombayi Mutanga, Chercheur Associé, Agro-économiste

Francine Nabintu Ntugulo, MSc Student, Responsable de l'objectif 4 de la recherche, CLR

Ir Felly Ngandu Kabuyi, MSc Student, Responsable de l'objectif 1 de la recherche, CLR

Noms des conseillers de projet :

Prof Michel Bisa Michel, PhD, Sociologue, Observatoire de la Gouvernance, Université de Kinshasa (RDC)

Prof Célestin Musao, PhD, Experte en Politique et Gouvernance, Rapporteur-Assemblée Nationale (RDC)

Prof Claude Kachaka, PhD, Expert en Sol et Eau, Coordonnateur Régional du RIFFEAC, Cameroun

Ir Jules Beya Tshipampa, MSc. Chercheur Associé, Agro-Hydrologue

Ir Landry Nkaba, Consultant SIG et Télédétection

Marguerite Nzuzi, Consultante Genre et questions sociales

Christian Sondi Mafulu (allias Néo), Consultant IT, Communication et Data Base

Ir Eric Tshitende Kakanda, Consultant Gestion des connaissances

Ir Fidèle Kasangandjo Mwangalua, Consultant Gestion des connaissances

Institution sous-réциpiendaire :

Université des Nations Unies - Institut de l'eau, de la santé et de l'environnement (UNU-INWHE), Canada

Chef d'équipe : Dr. Nidhi Nagabhatla, analyste principal (recherche sur la science interdisciplinaire et recherche interdisciplinaire) et coordonnateur du renforcement des capacités et professeur auxiliaire, Université McMaster du Canada, Canada

Membres de l'équipe UNU INWEH, Canada

Dr. Vladimir Smakhtin, Directeur, UNU INWEH

Prof Nancy Doubleday, experte en études juridiques et de la paix et professeure à l'Université McMaster et professeure auxiliaire à l'UNU INWEH

Mme Panthea Pouramin, experte en genre et santé

Mme Nuha Elgindi, experte en gestion de programme et développement communautaire

Crédits Photos : CRREBaC

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

SYNTHÈSE

PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET

GESTION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET

 Cadre Institutionnel

 Volet recherche

 Volet renforcement des capacités

 Volet diffusion, communication et partage des connaissances

RÉSULTATS OBTENUS DANS LA MISE EN ŒUVRE (SIX PREMIERS MOIS)

 Volet recherche

 Volet renforcement des capacités

 Volet diffusion, communication et partage des connaissances

FAITS SAILLANTS ET RECOMMANDATIONS

ANNEXES

Annexe 1. Rapport de l'Atelier de lancement du projet

Annexe 2. Liste des participants à l'atelier de lancement, Kinshasa, Mai 2019

Annexe 3. Rapport de la campagne de collecte des données de terrain

Annexe 4. Ordres de mission et autorisations de la campagne de collecte des données de terrain

Annexe 5. Procès-verbaux de recrutement des apprenants-boursiers de troisième cycle du Projet

Annexe 6. Documents de collaboration du CRREBaC avec l'OG (Observatoire de la Gouvernance)

Annexe 7. Photos des activités de mise en œuvre du Projet

 7.1. Appui de l'Université de Kinshasa au Projet

 7.2. Atelier de lancement du Projet

 7.3. Différentes réunions de travail au siège du CRREBaC

 7.4. Campagne de collecte des données de terrain

Annexe 8. Personnes ressources rencontrées pendant la campagne de collecte des données.

 8.1. Province du Haut-Uélé

 8.2. Province du Bas-Uélé

 8.3. Province de l'Ituri

Annexe 9. Institutions identifiées pour le partenariat de collaboration dans le domaine du projet

Annexe 10. Cartes de déploiement de la mission de collecte des données sur terrain

Annexe 11. Outils de collecte des données utilisés

 11.1. Manuel de l'enquêteur

 11.2. Fiche de dénombrement des ménages

 11.3. Fiche de tirages des échantillons dûment remplie

 11.4. Fiche des itinéraires des migrants dûment complétée

 11.5. Guide des focus-groups et discussions des groupes

 11.6. Guide d'entretiens

 11.7. Fiche additionnelle d'entretien pour les aires protégées

 11.8. Questionnaire d'enquête pour les ménages

Annexe 12. Principaux acteurs-bénéficiaires identifiés par le projet

Annexe 13. Semaine Mondiale de l'Eau 2019, Stockholm (Suède)

Annexe 14. Listes de présence des activités du Projet

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CICOS	CICOS Commission Internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha
CNEHA	Commission Nationale Eau, Hygiène et Assainissement
CRDI	Centre de Recherche pour le Développement International
CRREBaC	Centre de Recherche en Ressources en Eau du Bassin du Congo
DFID	Département du Développement International
DGM	Direction Générale Migration
ERAIFT	Ecole Régionale post-universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrées des Forêts et territoires Tropicaux
GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
IPAPEL	Inspection Provincial Agriculture, Pêche et Élevage
ISP	Institut Supérieur Pédagogique
ODD	Objectifs de Développement Durable
O-G	Observatoire de la Gouvernance
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PNUD	Programme des Nations unies pour le développemen
PRF-CATUC	Institut de recherche sur la Phytobiotechnologie - Université catholique du
RCA	République centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de Distribution d'eau
UNECA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
UNEP	Programme des Nations unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNU-IWHE	Université des Nations Unies - Institut de l'Eau, Santé et Environnement
WWF	Fonds mondial pour la nature

SYNTHÈSE

“Gérer les interactions entre les migrations et les conflits dus au changement climatique et à l'eau en vue de renforcer la résilience des communautés dans le Bassin du Congo” est un projet de recherche et d'appui aux politiques de gestion durable des ressources en eau. Ce projet est initié par le Centre de Recherche en Ressources en Eau du Bassin du Congo en collaboration avec l'Université des Nations Unies – Institut de l'Eau, Santé et Environnement et le Centre de Recherche pour le Développement International.

L'objectif général de ce projet de recherche et d'appui aux politiques de gestion durable des ressources en eau du Bassin du Congo est de contribuer au développement socialement équitable de la population du Bassin du Congo, et de renforcer la résilience des communautés locales au changement climatique en mettant en évidence les différentes interactions qui existent entre les migrations et les conflits liés au climat et à l'eau. Les résultats attendus dans ce projet sont repartis en 3 volets du Projet à savoir les volets recherche ; renforcement des capacités ; diffusion, communication et partage des connaissances.

Conformément au cadre logique, la mise en œuvre des activités du projet pour le premier semestre s'est focalisée principalement autour de quatre objectifs spécifiques relatifs à la recherche et au renforcement des capacités à savoir : 1, 2, 3 et 4. De ces objectifs, plusieurs activités ont été organisées. Il s'agit des activités 1.1, 1.2, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 4.1 et 4.2. (Annexe 15 voir Cadre logique du Projet). Les résultats obtenus pendant la première phase de mise en œuvre du Projet sont relatifs aux trois volets du Projet susmentionnés.

La recherche étant au cœur de ce Projet, un accent particulier avait été mis sur deux principales activités à savoir la sélection des boursiers et le recrutement des consultants ; l'organisation de la première campagne de collecte des données de terrain. La sélection des boursiers a été faite conformément aux exigences académiques de l'Université de Kinshasa tandis que le recrutement des consultants a été fait suivant les exigences du projet, basé sur la compétence, en conformité aux lois régissant le travail en RDC.

La mission de la campagne de collecte des données s'est déroulée directement dans les provinces de Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri, et indirectement dans les provinces du Nord-Ubangi et Sud-Ubangi. Cette activité s'est inscrite dans le cadre de la recherche scientifique approfondie ayant pour but l'obtention des informations hydro-climatiques et socio-économiques à jour, en vue d'étudier les mouvements migratoires liés au climat et à l'eau, et les différents conflits qui en résultent, dans le but de renforcer la résilience des populations du Bassin du Congo.

Le renforcement des capacités étant un aspect majeur de ce projet, 7 ateliers ont été organisés sur les thématiques ci-après : Genre et sécurité de l'eau ; Prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des outils de collecte des données ; Gestion des connaissances ; Gestion administrative du Projet ; Conduite de la campagne de collecte des données socioéconomiques et environnementales ; Utilisation de l'outil de collecte des données KoboCollect et Gestion électronique des données dans un projet ; Formation des enquêteurs locaux dans la collecte des données de terrain.

La diffusion, la communication et le partage des connaissances contribuent au renforcement de l'engagement politique et à la collaboration entre les institutions et les chercheurs, les décideurs, les agences internationales et les communautés. Pour y parvenir, 5 activités ont été organisées dans cette première phase de mise en œuvre. Il y a lieu de citer : la diffusion radiotélévisée de l'atelier de lancement du projet ; la construction de la page web du projet ; la présentation du projet à la semaine de l'eau ; présentation du projet aux autorités politico-administratives au niveau national ; présentation du projet aux autorités politico-administratives aux niveaux provincial et local.

Le présent rapport d'activités couvre la période allant de Février à Août 2019. Il a pour objet de présenter les activités réalisées au cours de la période considérée dans le cadre du projet. Le présent rapport vise notamment à rendre compte du niveau d'exécution des activités programmées. Afin le rapport évoque les

difficultés rencontrées au cours de la période de mise en œuvre et dégage les perspectives des solutions en termes de conclusion et recommandations.

I. PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

L'eau douce est indispensable à toute forme de vie sur la terre, et elle constitue l'élément fondamental pour les activités humaines et le fonctionnement des écosystèmes ; le développement socio-économique et la sécurité environnementale d'une nation en dépendent. Dans les décennies à venir, aucune autre ressource renouvelable ne pourra se montrer aussi critique que l'eau, au regard des besoins environnementaux et sociétaux. Le défi stratégique pour l'avenir est, par conséquent, celui de garantir l'eau en quantité et qualité suffisante en vue de satisfaire les demandes concurrentielles croissantes pour les besoins domestiques, industriels, commerciaux, agricoles et environnementaux (CRREBaC, 2018).

De nombreuses économies africaines dépendent largement de secteurs à forte consommation d'eau comme l'agriculture et l'énergie. Cette situation qui s'ajoute aux défis liés à la disponibilité et l'accès à l'eau, influence considérablement le développement et la stabilité du lien entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire (Brown et Crawford, 2009). Des pays comme le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, le Niger, le Nigeria, la République démocratique du Congo (RDC), le Soudan et le Tchad figurent parmi les plus vulnérables au changement climatique. Les migrations humaines causées par l'insuffisance des disponibilités alimentaires, la pauvreté et les inégalités sont à la base de nombreux types de dégradation de l'environnement. Le niveau de migration causé par ces facteurs devrait atteindre 50 millions de personnes d'ici 2050. Les régions semi-arides et arides seront les plus touchées (Burrows et Kinney, 2016 ; Foresight, 2011 ; Döös, 1997). Dans ce contexte, le changement climatique représente une menace énorme pour le Bassin du Congo, dont la population est déjà confrontée aux problèmes posés par des années des conflits sociopolitiques chroniques, de la pauvreté généralisée et de dégradation continue de l'environnement.

Du point de vue hydrologique, le Bassin du Congo est le deuxième plus grand bassin fluvial du monde, après celui de l'Amazonie. Il génère un débit mensuel de plus de 108 000 Mm³ à son exutoire, ce qui représente environ 40% du débit total du continent africain (Tshimanga, 2012). Le Bassin du Congo offre des opportunités pour la production et la satisfaction de nombreux biens et services, dont l'agriculture, la pêche, l'hydroélectricité, l'approvisionnement en eau, le transport et le maintien des écosystèmes aquatiques. Plus de 60 % de la population du bassin vivent en milieu rural et dépendent directement des ressources du bassin versant pour leur subsistance. Les femmes représentent plus de 73% des personnes économiquement actives dans l'agriculture et produisent plus de 80% des cultures vivrières (Brown et al, 2011 ; UNECA, 2012). Par conséquent, elles ont le fardeau de soutenir l'économie pour la subsistance des ménages. Dans l'ensemble, le bassin a le potentiel de jouer un rôle de premier plan dans la coopération régionale en vue de réduire la

pauvreté, tout en offrant des moyens de subsistance et des opportunités de revenus aux communautés. En principe, les pays du Bassin du Congo détiennent de l'eau en abondance par rapport à d'autres pays d'Afrique, mais ils ont également un accès limité aux services de l'eau tels que l'alimentation en eau potable et assainissement, l'hydroélectricité, la navigation, l'irrigation et la sécurité alimentaire. L'agriculture est pluviale et dépend de la variabilité saisonnière du climat. Ceci est dû en grande partie au manque d'infrastructures, à la faible capacité technique et humaine, et à une mauvaise gouvernance, qui se traduisent par peu ou pas de résilience sociale pour faire face aux impacts du changement climatique et à ses effets socio-écologiques. D'une part, le Bassin du Congo offre un potentiel pour soutenir la coopération régionale pour la gestion des systèmes d'eau partagée ; d'autre part, cette ressource est à l'origine des conflits entre les utilisations concurrentielles. Le thème de la " Guerre de l'Eau " est fréquemment mis en exergue dans la littérature et les débats dans le Bassin (Dialogue des Peuples, 2016) comme l'une des nombreuses facettes des conflits émergents - exacerbés par les impacts du changement climatique et les nouveaux modes de migration.

Une analyse efficace du lien entre le climat et la migration est plus facile à comprendre lorsqu'elle est abordée dans une perspective régionale. Dans le bassin du Congo, les impacts directs du changement climatique - tels que les changements dans la distribution saisonnière des précipitations, l'utilisation des terres, les régimes hydrologiques et les modes d'utilisation de l'eau - sont prévisibles (Tshimanga et Hughes, 2012). Ils ont tous une influence négative sur l'économie de subsistance des communautés locales par leur impact sur la production agricole et la sécurité alimentaire (Brown et Crawford, 2009). De manière prévisible, les groupes vivant dans les situations les plus vulnérables, dont les femmes et les filles, sont les plus touchés (Molua, 2015).

La baisse drastique du niveau de l'eau du lac Tchad est particulièrement préoccupante et en est une illustration. Le lac a perdu environ 90% de sa surface au cours des quatre dernières décennies. La migration des communautés riveraines pasteurs du Bassin du Lac Tchad vers le Bassin du Congo est une voie de migration émergente importante dans la région. En outre, les besoins exprimés du transfert de l'eau du Bassin du Congo pour soutenir et revitaliser la baisse drastique des niveaux d'eau du lac Tchad sont également au cœur d'intenses débats régionaux, qui sous-entendent le concept de la " guerre de l'eau " ou les conflits socio-politiques liés à l'eau. Par exemple, les mouvements massifs des pasteurs de la région nord par le mode de vie nomade Mbororo (Kabamba, 2015), ont suscité une attention significative ces dernières décennies. Ces communautés sont entrées dans les pays du nord du bassin du Congo - RDC, République centrafricaine (RCA) et Cameroun - et de multiples épisodes de conflits liés aux terres et à l'eau ont été enregistrés (UNEP, 2011).

Les mouvements migratoires se sont accrus au cours des deux dernières décennies en raison de plusieurs facteurs directs et indirects et plus souvent liés à la dégradation des ressources naturelles ou au changement climatique (Union africaine, 2008). Cela a pour effet de remplacer les tendances conventionnelles de la

mobilité humaine par de nouveaux modes de migration motivés par les besoins des communautés en matière d'accès à la terre et aux ressources en eau. Il en résulte de nouveaux types de conflits qui émergent. Cette tendance affaiblit l'équilibre et les échanges culturels et coutumiers établis entre les communautés allochtones (nomades) et celles autochtones (sédimentaires). Elle a un impact sur les mécanismes traditionnels de médiation, en favorisant les conflits violents entre agriculteurs et éleveurs. Les régimes fonciers, la législation, les règles et réglementations coutumières et formelles dans les zones transfrontalières ne favorisent pas l'établissement permanent, pas plus qu'ils ne couvrent la complexité découlant des nouvelles routes migratoires. Pour la RDC, la détérioration de la sécurité dans la partie Est du pays est encore exacerbée par des problèmes des migrations pastorales en dehors des complications politico-militaires. En 2008, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (Union africaine, 2008) a débattu de la question sur les schémas migratoires croissants, en soulignant les éléments à prendre en compte pour résoudre le problème des migrations pastorales (y compris d'autres groupes, sans se limiter au Mbororo).

De ce qui précède, le besoin d'une compréhension approfondie du nexus "Climat-Eau-Migration-Conflit" devient pertinent. L'émergence de nouvelles voies migratoires induites par divers facteurs directs et indirects exige une compréhension globale des dimensions régionales et sous-régionales afin de définir une approche globale et des solutions adaptées au milieu pour assurer la sécurité, la paix et le bien-être humains. Les dimensions hydro-climatiques de la région sont multiformes, complexes et difficiles à intégrer, en particulier dans les situations de pénurie de données et où la disponibilité des ressources est non stationnaire à différentes échelles. Ces défis sont accentués dans le contexte où les conditions sociales, économiques et politiques n'ont pas reconnu la nécessité de disposer d'informations hydrologiques et climatiques actualisées, ou lorsque les ressources nécessaires pour collecter et interpréter ces données ne sont pas disponibles (Tshimanga, 2012).

Face à ces multiples défis, l'Université de Kinshasa, à travers le Centre de Recherche en Ressources en Eau du Bassin du Congo (CRREBaC), en collaboration avec l'Université des Nations Unies, Institut de l'Eau, Santé, Environnement (UNU-IWHE) et le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) a initié un projet de recherche et d'appui aux politiques de gestion durable des ressources en eau du Bassin du Congo. Ce projet de recherche se propose de mettre en évidence des interactions qui existent entre les migrations et les conflits dus à l'eau et au changement climatique afin de proposer les alternatives de résilience des communautés locales dans le Bassin du Congo.

II. RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET

Les résultats attendus dans le cadre de ce projet sont répartis en trois volets à savoir : Volet recherche (liés aux objectifs 1, 2 et 3), Volet renforcement des capacités (lié à l'objectif 4) et Volet diffusion (lié à l'objectif 5).

Résultat 1 : Volet Recherche

1. Les modèles spatio-temporels de variabilité hydro-climatique et de la vulnérabilité associée pour les parties prenantes sont connus et diffusés ;
2. Un ensemble d'informations de base pour les stratégies locales d'adaptation au changement climatique et le développement résilient au climat est disponible ;
3. Evidences sur les interactions entre climat, eau, migration, et conflits (CEMiC) et leurs implications pour les hommes et les femmes vivant dans le bassin du Congo sont prouvées ;
4. Des informations permettant de contribuer à la planification globale de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et des cibles sont établies-spécifiquement, les ODD 5 (Genre), 6 (Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous), - 10 (Inégalité), 13 (climat) et 16 (paix) ;
5. Les lacunes dans les connaissances et les politiques d'intervention sont identifiées et documentées ;
6. Les nouvelles connaissances sur les peuples autochtones, ainsi que sur les facteurs socio-économiques, culturels et politiques qui influent sur les schémas spatio-temporels des voies de migration hommes-femmes liées au climat et à l'eau et aux conflits sont générées dans le Bassin du Congo ;
7. Les domaines d'intervention qui alimenteront les futures actions de développement visant un développement résilient au climat sont clairement et spécifiquement définis ;
8. Des solutions intelligentes pour l'adaptation et la gestion des rôles, des responsabilités et des besoins des genres et des jeunes dans les voies migratoires émergentes de la région sont mises en œuvre ;
9. Les stratégies d'adaptation spécifiques au genre et les mécanismes de médiation liés à la migration pour le bassin du Congo sont testées et évaluées.

Résultat 2 : Renforcement des capacités

1. La société civile, le gouvernement, les communautés et les scientifiques sont habilités à formuler et à mettre en œuvre des solutions au stress du changement climatique et à la crise de l'eau dans le bassin du Congo, en accordant une attention particulière aux facteurs et aux impacts de la migration et des conflits ;
2. Les parties prenantes sont habilitées à planifier des solutions pour les scénarios de crise de l'eau et de migration tout en contribuant aux interventions politiques stratégiques ;
3. Une gouvernance améliorée et les meilleurs processus décisionnels liés au cadre institutionnel pour les individus et les groupes en situation de vulnérabilité sont mises en œuvre.

Résultat 3 : Diffusion, communication et partage des connaissances

1. Une collaboration accrue et un partage d'expériences dans le Bassin du Congo grâce à des interactions entre chercheurs, décideurs, communautés et autres parties prenantes sont établis ;
2. Une sensibilisation pour un développement résilient au changement climat dans le Bassin du Congo est organisé ;
3. Des nouvelles collaborations entre institutions et acteurs étatiques et non étatiques du bassin du Congo sont formalisées ;
4. L'engagement politique d'appui au développement résilient au changement climatique dans le bassin du Congo est renforcé.

III. GESTION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Conformément au cadre logique du projet, la mise en œuvre des activités de ce dernier pour le premier semestre s'est focalisée principalement autour de quatre objectifs spécifiques relatifs à la recherche et le renforcement des capacités à savoir : objectifs 1, 2, 3 et 4.

De ces objectifs, plusieurs activités ont été organisées. Il s'agit de :

- Caractérisations biophysique et socioéconomique de la zone d'étude (1.1) ;
- Evaluation de la vulnérabilité des populations locales et des migrants pasteurs (1.2) ;
- Analyse des facteurs socio-économiques, culturels et politiques qui influent sur les schémas spatio-temporels des itinéraires de migration hommes-femmes liés au climat, à l'eau et aux conflits (2.1) ;
- Description des récits et des études de cas sur les impacts de la variabilité climatique et environnementale sur les tendances migratoires émergentes (2.2) ;
- Analyse de genre et développement d'indicateurs sensibles au genre (2.3) ;
- Elaboration d'un catalogue d'options actualisées d'adaptation aux données, informations et connaissances pour la planification de la résilience au climat des communautés et évaluation des mécanismes d'atténuation (3.1) ;
- Formation des apprenants boursiers de troisième cycle, des stagiaires et attachés de recherche (4.2).

3.1. CADRE INSTITUTIONNEL

3.1.1. Collaboration des partenaires de mise en œuvre du Projet

Lors de l'atelier de lancement officiel des activités du Projet, une série des communications relatives aux axes d'intervention des institutions partenaires du projet a permis de fixer les parties prenantes sur le cadre de collaboration institutionnel de mise en œuvre des activités par les trois institutions partenaires du projet en l'occurrence le CRREBaC, l'UNU-INWHE et le CRDI.

Du point de vue opérationnel, le CRREBaC est chargé du pilotage de la mise en œuvre des activités du projet sur terrain ; l'UNU-INWHE s'occupe de l'appui technique, scientifique et assure le lobbying international du projet. Quant au CRDI, il garantit l'appui financier des activités du projet.

3.1.2. Collaboration avec les institutions locales

Pour une prise de décision inclusive, participative et représentative à tous les niveaux lors de l'élaboration des politiques et/ou stratégies de gestion durable de l'eau basée sur les résultats de terrain, le CRREBaC a organisé à travers le projet lors de la campagne de collecte des données, plusieurs réunions d'échanges avec les institutions présentes dans la zone du projet. Ces institutions œuvrent dans le domaine du climat-Eau-Migration et Conflits.

Le cadre de collaboration et de dialogue permanent sollicité par le CRREBaC aux institutions locales vise à : protéger les écosystèmes aquatiques ; développer la coopération et le renforcement des capacités dans le domaine des activités relatives à l'eau ; renforcer la participation des communautés locales ; promouvoir la paix, la justice et les institutions fortes, efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

A ce jour, un modèle de Mémoire de collaboration est en cours d'élaboration entre les Institutions Universitaires locales à savoir l'Institut Supérieur Pédagogique de Buta (Bas-Uélé), l'Université de l'Uélé à Isiro (Haut-Uélé), l'Université Shaloom de Bunia (Ituri) et le CRREBaC pour le renforcement des capacités des chercheurs des provinces prioritaires dans le domaine de l'eau, gestion des conflits en gestion des ressources naturelles et résilience.

Pour les questions liées à la production et à l'échange des données relatives à l'accès à l'eau potable dans les nouvelles provinces de la partie Nord-Est du pays, le CRREBaC a également sollicité un cadre de collaboration avec la Direction de la Régie de distribution de l'eau (REGIDESO) basée à Kisangani (Province

de la Tshopo). Cette direction gère encore à ce jour, toutes les opérations d'accès à l'eau potable dans l'ex-Province Orientale dont faisaient partie intégrante les provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri.

Une collaboration est également envisagée avec le Département de l'Environnement du Bureau de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO) en vue de l'obtention des données hydro-climatiques de la zone du projet indisponibles dans les services étatiques.

Ainsi, lors de l'atelier de lancement des activités du Projet, le CRREBaC a proposé au regard des enjeux, la mise en place d'un cadre opérationnel de collaboration des parties prenantes concernées en vue de promouvoir des politiques de gestion durable des ressources en eau ainsi que des solutions adéquates aux questions réelles du domaine Climat–Eau-Migration-Conflicts pour garantir la qualité des services rendus à la communauté.

Il est à noter qu'avant l'organisation de la campagne de collecte des données de terrain, le CRREBaC a sollicité l'expertise de l'Observatoire de la Gouvernance basé à la Faculté des Sciences Sociales Politiques et Administratives de l'Université pour accompagner le Projet dans le volet Gestion des conflits. L'Observatoire de la Gouvernance devait également appuyer les travaux de recherche sur terrain par l'élaboration des outils de collecte des données.

En Annexe 9, voir les institutions identifiées pour le partenariat de collaboration dans le domaine du projet.

3.2. VOLET RECHERCHE

La recherche étant au cœur de ce Projet, un accent particulier avait été mis sur deux principales activités. Il s'agit de :

- Sélection des boursiers et recrutement des consultants ;
- Organisation de la première campagne de collecte des données de terrain.

3.2.1. Sélection des boursiers et le recrutement des consultants

La sélection des boursiers a été faite conformément aux exigences académiques de l'Université de Kinshasa (Voir en annexe 13 : Procès-Verbaux de sélection des boursiers du Projet).

Il convient de noter qu'avant la descente de terrain, la coordination du projet a procédé à la finalisation de la signature des contrats de boursiers et au recrutement des consultants notamment l'Expert SIG et Télédétection (Geospatial expert), Expert en Technologie de l'Information (Project IT Expert), Experts en Gestion des Connaissances (Knowledge Management expert), Expert en Médiation (Mediation expert), Expert en Genre et Questions Sociales (Gender Expert) et les Chercheurs Associés (Research Associate). Le recrutement des consultants a été suivant les exigences du projet basé sur la compétence, en conformité aux lois régissant le travail en République Démocratique du Congo.

3.2.2. Organisation de la première campagne de collecte des données de terrain

La mission de la campagne de collecte des données s'est déroulée directement dans les provinces de Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri, et indirectement dans les provinces du Nord-Ubangi et Sud-Ubangi. Cette activité s'est inscrite dans le cadre de la recherche scientifique approfondie ayant pour but l'obtention des informations hydro-climatiques et socio-économiques à jour, en vue d'étudier les mouvements migratoires liés au climat et à l'eau, et les différents conflits qui en résultent, dans le but de renforcer la résilience des populations du Bassin du Congo.

Le choix porté sur ces provinces de la partie Nord-Est de la RDC se justifie par le fait que cette région connaît des multiples conflits liés à l'eau résultant des mouvements migratoires, exacerbés par les activités politico-militaires, la recrudescence des groupes armés et forces négatives tels que LRA, ADF, Mai-Mai, etc., l'exploitation illégale et la dégradation des ressources naturelles, l'émergence des maladies virales et épidémiologiques telles qu'Ebola et Cholera.

Tous ces facteurs susmentionnés et les propositions ambitieuses de transfert de l'eau du Bassin du Congo pour alimenter le Lac Tchad ont des impacts négatifs sur cette région, et affectent les communautés locales, particulièrement les groupes socialement vulnérables notamment les femmes et les enfants. De cette campagne de collecte des données de terrain, une attention particulière a été faite sur les communautés d'agriculteurs, de peuples autochtones et de migrants pasteurs transhumants, des extracteurs illégaux des ressources naturelles, les chefs traditionnels, les confessions religieuses et les organisations non gouvernementales locales.

Au niveau des provinces prioritaires, les recherches ont été conduites par les apprenants boursiers du projet en collaboration avec les enquêteurs locaux, appuyés par les chercheurs associés sous la supervision de la coordination du projet.

Pour chaque province, les enquêtes quantitatives ont été réalisées dans cinq (5) grappes dont trois au niveau du chef-lieu de la province (niveau urbain), une au niveau du chef-lieu du territoire (niveau péri-urbain) et la dernière au niveau de la chefferie (niveau rural). Pour chaque grappe, au moins 300 ménages ont été dénombrés à l'aide des fiches de dénombrement et 30 ménages ont été échantillonnés en utilisant les pas de sondage. Une fiche issue de ce tirage a été donc préparée. Au total pour chaque province, 150 ménages ont été enquêtés en raison de 90 ménages au niveau du chef-lieu de la province, 30 ménages au niveau du chef-lieu du territoire et 30 ménages restants au niveau de la chefferie.

Quant aux enquêtes qualitatives, elles ont consisté aux entretiens libres semi-directifs, aux focus groups et aux discussions de groupes. Les personnes ressources faisant l'objet d'enquêtes qualitatives, ont été identifiées de plusieurs manières notamment lors de la présentation du Projet aux autorités politico-administratives, aux chefs traditionnels, aux chefs des confessions religieuses, aux institutions universitaires locales et lors des enquêtes ménages. La Taille de l'échantillon acceptable pour une province était de l'ordre de 5 focus groups, 5 discussions de groupes constitués de 6 à 12 personnes et 10 entretiens libres semi-directifs. Il sied de signaler que les différentes équipes ont organisé plus de focus groups, de discussions de groupes et d'entretiens que prévus dans le but d'atteindre la saturation de l'information sur le nexus Climat-Eau-Migration-Conflits.

3.3. VOLET RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le renforcement des capacités étant parmi des aspects majeurs de ce projet, 7 ateliers de renforcement des capacités ont été organisés :

3.3.1. Promotion du genre

Pour permettre au projet d'être en harmonie avec la Politique d'aide internationale féministe du Canada qui accorde la priorité à la promotion de l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en tant que stratégie visant à réduire les inégalités et la pauvreté dans le monde, les femmes ont été valablement représentées dans la première phase de mise en œuvre du projet. Cette implication des femmes a été souhaitée pour influencer les politiques et les stratégies visant à favoriser la participation effective de toutes les parties prenantes principalement les femmes et les filles.

Pour y parvenir, outre la sélection des boursiers bénéficiaires, le recrutement des consultant(e)s, la conduite des activités de recherche sur terrain lors de la mission de collecte des données (la participation des enquêtrices, l'organisation des entretiens ou focus group et l'administration du questionnaire ménages), deux ateliers de renforcement des capacités relatifs à la promotion du genre ont été organisés, il y a lieu de citer :

- Genre et sécurité de l'eau ;
- Prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des outils de collecte des données.

3.3.1.1. Genre et sécurité de l'eau

L'atelier de renforcement des capacités des acteurs du Projet sur l'intégration de la dimension Genre et Sécurité de l'eau dans les activités du projet a été organisé lors de l'atelier du lancement officiel du projet. Cette formation, animée conjointement par Madame Gany Fazila et Madame Odinukwe Nkechi avec la participation de l'expertise locale sur le genre et questions sociales a permis de faciliter la prise en compte de ladite dimension dans la mise en œuvre du projet. Pendant cette activité, les responsabilités des différents acteurs clés ont été présentées et analysées suivant les objectifs spécifiques, les activités, les outcomes et outputs du projet.

3.3.1.2. Prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des outils de collecte des données.

En préparation de la mission de collecte des données sur terrain, un atelier de renforcement des capacités des chercheurs sur la prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des outils de collecte des données a été organisé et animé par l'expertise locale, pilotée par Madame Maguy NZUZI KIENGE. Cet atelier a consisté à intégrer les questions relatives à la promotion de ladite dimension dans les différents outils de collecte des données sur terrain à savoir le questionnaire d'enquêtes ménages, le guide d'entretiens individuels, les guides de focus groups et de discussions de groupes ainsi que le carnet des itinéraires migratoires.

3.3.2. Gestion des connaissances

Cet atelier de renforcement des capacités a été conjointement assuré par les Dr John Michael DEVLIN et Dr Nidhi NAGABHATLA lors du lancement officiel des activités du Projet. Il était question de définir de manière approfondie la gestion des connaissances, qui est une démarche managériale pluridisciplinaire regroupant l'ensemble des initiatives, des méthodes et des techniques permettant de percevoir, d'identifier, d'analyser, d'organiser, de mémoriser, de partager les connaissances des membres d'une organisation, les savoirs créés ou connaissances générées dans le cadre d'un Projet de recherche ou par l'entreprise elle-même (marketing, recherche et développement) ou acquis de l'extérieur (intelligence économique), en vue d'atteindre un objectif fixé. Cette formation a permis aux participants de noter des grandes idées sur la gestion des connaissances à savoir :

- La gestion des connaissances dans le cadre de ce projet doit être une stratégie planifiée de façon couplée avec la politique de communication du CRREBaC y compris la stratégie IT en adéquation avec les ressources disponibles notamment les finances, les humains, les matériels, etc.
- Les principales zones de communication dans la gestion des connaissances sont axées sur la communication marketing, la communication stratégique et plaidoyer, le partage des connaissances et apprentissage dans le cycle du projet, la gestion de l'information y compris le site web (pour permettre l'accès aux résultats et au matériel utile du projet).

3.3.3. Gestion administrative du Projet

L'atelier de renforcement des capacités des acteurs du Projet sur la Gestion administrative était animé par le Dr Michele LEONE du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI). Elle a permis de fixer les participants sur la politique du CRDI en matière de financement des projets de recherche dans les pays en développement.

Cette formation a permis aux participants de noter :

- Les particularités de financement de ce projet, classifié par le CRDI dans la catégorie dite de «haut risque» pour plusieurs raisons, entre autre du fait de n'avoir pas encore implémenté un projet avec le CRREBaC dans le contexte du Bassin du Congo mais aussi par rapport à la situation sécuritaire du pays hôte, la RDC ;
- L'intention des gestionnaires du projet sur les différents aspects du CRDI en matière du cycle de vie des projets essentiellement les exigences du CRDI dans la présentation des livrables : Remise des rapports techniques et financiers par le CRREBaC, examens des rapports financiers, approbation et déblocage des versements par le CRDI, ... jusqu'à la fermeture du projet ;
- Le mode opératoire pour formuler une demande de financement au CRDI qui se fait en toute transparence grâce à des appels à propositions de recherche et/ou de financement des projets visant à créer des emplois et à assurer la sécurité alimentaire, la santé, la paix et la prospérité dans les Pays en développement.

3.3.4. Conduite de la campagne de collecte des données socioéconomiques et environnementales

Cet atelier de renforcement des capacités des chercheurs dans la collecte des données était animé par le Professeur Michel BISA KIBUL (Consultant du projet) a permis aux chercheurs de noter les instructions pertinentes liées à la méthodologie devant leur permettre de mieux réaliser la collecte des données.

Ces instructions étaient relatives aux principes statistiques du dénombrement des ménages, au tirage l'échantillon, à la sélection des personnes ressources, au remplissage du questionnaire ménage et à l'administration des entretiens individuels, focus groups et discussions des groupes. Cet atelier a permis aussi aux chercheurs de s'approprier des activités à mener et des livrables attendus à l'issue du séjour d'enquêtes.

A l'issue de cet atelier, les différents outils de collecte des données ont été mis à la disposition des chercheurs à savoir un manuel de l'enquêteur ; une fiche de dénombrement des ménages ; une fiche modèle pour le choix de l'échantillon ; une fiche de tirages des échantillons ; une fiche des itinéraires des migrants ; un guide des focus-groups et discussions des groupes ; un guide d'entretiens ; une fiche additionnelle d'entretien pour les aires protégées ainsi qu'un questionnaire d'enquête pour les ménages. Ces outils de collecte des données ont été soumis à l'appréciation des spécialistes afin de s'assurer que les questions posées étaient susceptibles d'obtenir les indicateurs nécessaires pour atteindre les objectifs du projet de recherche.

3.3.5. L'utilisation de l'outil de collecte des données KoboColect et la gestion électronique des données dans un projet

Cet atelier de renforcement des capacités était piloté par Monsieur Christian SONDI MAFULU (alias Néo). Le but de la formation était d'introduire les chercheurs et les administratifs au travail collaboratif distant avec les principes de base de la GED (Création des documents, partage, coédition, droits d'accès, synchronisation et diffusion). Dans le cas d'espèce, Google Drive a servi de plateforme pour la formation et le travail.

Après la mise en place d'une base des données pour accueillir les données de terrain durant la campagne, les chercheurs ont eu les séances de formation sur l'utilisation de l'interface d'encodage des données sur les terminaux tablettes et téléphones Android :

- Installation de l'application KoboColect client ;
- Connection à la base des données ;
- Remplissage d'un formulaire ;
- Enregistrement, validation et synchronisation.

En outre, les bénéficiaires de la formation ont reçu les consignes sur l'utilisation du matériel électronique notamment la sécurité du matériel, la longévité de la batterie, la gestion du dictaphone et l'utilisation du GPS incorporé pour la prise des photos géo localisées.

Outre, une centrale d'assistance à distance avait été mise en place au siège du CRREBaC pour aider les utilisateurs à la demande par téléphone, mail et WhatsApp.

3.3.6. Formation des enquêteurs locaux dans la collecte des données de terrain

La collecte des données de terrain dans la zone d'étude du Projet a été réalisée en collaboration avec les chercheurs des Institutions Universitaires locales. Ces chercheurs locaux ont été recrutés comme enquêteurs, ils ont été formés au préalable afin qu'ils s'approprient du contexte de la recherche et des différents outils devant servir à la collecte des données. Cette formation était organisée dans les trois provinces prioritaires du projet à savoir les provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri. Elle était assurée par les responsables de recherche (apprenants boursiers) et les associés à la recherche.

3.4. VOLET DIFFUSION, COMMUNICATION ET PARTAGE DES CONNAISSANCES

L'objectif 5 de ce projet évoque le renforcement de l'engagement politique et la collaboration entre les institutions et les chercheurs, les décideurs, les agences internationales et les communautés. Celui-ci passe

par le renforcement du dialogue et la sensibilisation des différentes parties prenantes. Pour y parvenir, 5 activités ont été organisées dans cette première phase de mise en œuvre. Il y a lieu de citer :

- Diffusion radiotélévisée de l'atelier de lancement du projet ;
- Construction de la page web du projet ;
- Présentation du projet à la semaine de l'eau ;
- Présentation du projet aux autorités politico-administratives au niveau national ;
- Présentation du projet aux autorités politico-administratives aux niveaux provincial et local.

3.4.1. Diffusion radiotélévisée de l'atelier de lancement du projet.

L'atelier de lancement des activités du projet, organisé à Kinshasa du 21 au 24 Mai 2019, était une étape majeure de la mise en œuvre du projet et avait pour objectifs de :

- Mieux comprendre le contexte international, régional et local de la mise en œuvre du projet et les résultats attendus ;
- Établir l'état actuel de l'information de base sur le bassin et évaluer les lacunes en matière d'information par rapport aux objectifs et aux résultats du projet ;
- Évaluer le cadre méthodologique, y compris les approches, les ressources disponibles, les plans et les aspects pratiques des campagnes de collecte des données sur terrain, ainsi que les programmes de formation visant à atteindre les résultats du projet ;
- Expliquer les rôles et les attentes des membres du groupe du programme de recherche ;
- Discuter des plans de recherche et des questions scientifiques à aborder ;
- Rencontrer les utilisateurs finaux et déterminer comment la recherche scientifique peut aider à répondre à certains de leurs attentes et obtenir leurs contributions ;
- Rencontrer les acteurs impliqués dans les domaines d'intervention du projet : Climat-Eau-Migration-Migration-Conflicts, et recueillir leur contribution ainsi que déterminer comment le projet peut aider à répondre à leurs attentes en termes de développement de politiques et d'appui à la prise de décision.

Cet atelier a connu la participation des parties prenantes aux questions Climat-Eau-Migration-Conflicts dans le Bassin du Congo à savoir :

- Les membres des institutions partenaires du projet dont le CRREBaC, le CRDI et l'UNU-INWHE ;
- Les institutions locales, régionales et internationales impliquées dans la gestion des ressources en eau et l'élaboration des politiques de gestion durable des ressources naturelles ;
- Les responsables des missions diplomatiques et les représentants des agences de coopération ;
- Les chercheurs internationaux et nationaux intéressés par l'amélioration des connaissances sur le nexus climat-eau-migration-conflicts.

Cet atelier a permis la visibilité du projet car il a été largement diffusé par les médias à l'échelle planétaire au travers les différentes chaînes de télédiffusion.

3.4.2. Construction de la page web du projet

Un consultant IT, Communication et Data Base a été recruté pour concevoir et animer une interface web en vue de la diffusion des contenus du Projet.

Plusieurs séances de travail pour l'élaboration du contenu de la page web ont été organisées avec l'équipe d'appui à la gestion des connaissances. Un texte descriptif du projet destiné au grand public est mis en ligne sur le site web du CRREBaC (www.)

Une collecte des photos, vidéos, audio, rapports d'activités a été réalisée pour produire le journal en ligne du projet (www.).

La deuxième activité en rapport avec la conception et la mise en œuvre d'une plateforme d'eLearning pour renforcer les capacités des acteurs (institutions et chercheurs, décideurs, agences internationales et

communautés) est en cours d'élaboration notamment : étude comparative des solutions disponibles, production du cahier des charges et du canevas du contenu (Activités 5.1 et 5.2).

3.4.3. Présentation du projet à la semaine de l'eau

Le Directeur du CRREBaC, Professeur Raphaël TSHIMANGA, accompagné du Conseiller à la Présidence de la République en charge des questions des ressources naturelles, Monsieur José BAFALA ont fait une communication à la Semaine Mondiale de l'Eau 2019 à Stockholm (Suède) sur l'axe Climat-Eau-Migration-Conflit dans le Bassin du Congo. Cette communication a été enrichie par des évidentes informations issues de la campagne de collecte des données de terrain dans les provinces Nord-Est de la République Démocratique du Congo.

A l'issue de cette communication, une réunion d'échanges a été organisée avec les institutions partenaires à savoir CRDI, FAO, WaterNet (SADC) et le Collège du Président de la République de la RDC en charge des questions des ressources naturelles (Annexe 14. Semaine Mondiale de l'Eau, Stockholm, Suède)

3.4.4. Présentation du projet aux autorités politico-administratives au niveau national

En dehors du fait que le Projet a été présenté lors du lancement officiel des activités du Projet aux autorités politico-administratives nationales à savoir la Président de la République, les honorables députés et sénateurs des provinces prioritaires, les membres du Gouvernement, les responsables des Agences et services étatiques, les responsables des Agences du système des Nations-Unies, les Organisations de la Société Civile, les Organisations des corps académiques et scientifiques, etc ; Monsieur le Recteur de l'Université de Kinshasa a également tenu d'informer les autorités nationales de l'organisation de la campagne de collecte des données de terrain dans sa lettre du 03 juillet 2019, N°Ref/ UNIKIN/R/DIRCAB/01019/ELK/2019, conformément à l'Ordre de mission collectif N°0330/2019.

3.4.5. Présentation du projet aux autorités politico-administratives aux niveaux provincial et local

Plusieurs réunions d'échanges avec les autorités politico-administratives et les responsables d'institutions présentes dans la zone du projet ont été organisées. Ces réunions ont été animées par les chercheurs et ont permis de présenter le contexte et les objectifs du projet afin d'obtenir leur appui au niveau provincial et local.

IV. RÉSULTATS OBTENUS DANS LA MISE EN ŒUVRE (SIX PREMIERS MOIS)

4.1. VOLET RECHERCHE

4.1.1. Données primaires										
Résultats										
Degré de l'échantillonnage	Urbain			Périurbain	Rural	Urbain			Périurbain	Ru
Provinces	Bas-Uélé					Haut-Uélé				
Grappes	Rubi	Bagbe	Alongo	Makambuwa	Baye	Tely	Kongoli	Edindale	Ligunza	Man
Dénombrement des ménages	320	320	320	320	320	328	324	322	32*	41
Pas de sondage	10	10	10	10	10	10	10	10	R	R
Tirage de l'échantillon	30	30	30	30	30	30	30	30	32	4
Ménages enquêtés	30	30	30	30	30	30	30	30	32	30
Itinéraires des migrants	12			4	3	5			3	12
Focus group	6			2	3	9			3	3
Discussions des groupes	3			1	2	4			1	1
Entretiens individuels	19			6	7	10			4	2
Entretiens pour les aires protégées										

4.1.2. Données secondaires			
Résultats	Bas-Uélé	Haut-Uélé	Ituri
Rapport annuel de la province	Oui		
Rapports annuels des territoires	Oui	Oui	Oui
Rapport annuel de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Élevage	Oui		Oui
Rapport des statistiques des migrants	Oui	Oui	Oui
Travaux de recherches académiques	Oui	Oui	Oui
Rapports des ONG	Oui	Oui	Oui
Statistiques de l'état civil par rapport aux différentes communautés locales	Oui	Oui	Oui
Rapport division provinciale santé	Oui		
Principaux acteurs, enjeux (pompes des discordes), capacités d'influences (pouvoir formel, informel et spirituel)	Oui	Oui	Oui
Stratégies et initiatives locale sur le nexus Climat-Eau-Migration-Conflits	Oui	Oui	Oui
Statistiques et chiffres des groupes humains, les bétails, les superficies des terres occupées par les uns et les autres	Oui	Oui	Oui
Preuves locales (images, concepts locaux, acteurs,...) sur le nexus Climat-Eau-Migration-Conflits et résilience des communautés locales	Oui	Oui	Oui

Conditions des femmes et des enfants sur le nexus Climat-Eau-Migration-Conflits	Oui	Oui	Oui
Témoignages des victimes des massacres des populations par les forces négatives (LRA)	Oui	Oui	Oui
Conflits éleveurs – agriculteurs (destruction des champs agricoles, pollutions des cours d'eau, ...)	Oui	Oui	Oui
Ressources en eau, points de captage, accès aux services de l'eau	Oui	Oui	Oui
Structures de médiation et gestion des conflits	Oui	Oui	Oui
Documents sur les modules de formations élaborés localement pour le renforcement des capacités des communautés dans la résolution des conflits		Oui	
Données hydro-climatiques	Oui	Oui	Oui
Etats des lieux sur les impacts socio-économiques de la situation migratoire dans les différents territoires	Oui	Oui	Oui

4.2. VOLET RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le tableau présente les relatifs au volet de renforcement des capacités

Intitulé de la formation	Responsable	Nombre Participants		Localisation
		Homme	Femme	
Genre et sécurité de l'eau	Fazila et Nkechi	23	10	Kinshasa, RDC
Gestion des connaissances et théorie de changement	Nidhi et Michael Devlin	24	8	Kinshasa, RDC
Gestion administrative des projets CRDI	Michele Leone	24	8	Kinshasa, RDC
Conduite de la campagne de collecte des données socioéconomiques et environnementales	Prof Michel Bisa Kibul	13	5	Kinshasa, RDC
Utilisation de l'outil de collecte des données KoboColect et la gestion électronique des données dans un projet	Christian Sondi Mafulu	5	3	Kinshasa, RDC
Prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des outils de collecte des données sur terrain	Maguy Nzuzi Kienge	9	4	Kinshasa, RDC
Formation des enquêteurs locaux dans la collecte des données de terrain.	Gérard Sankiana Genie Lutonadio Anaclet Kombayi Emmanuel-Tsadok Ngwamashi Lisette Bonso Francine Nabintu Nicole Nsambi	17	4	Buta, Isiro et Bunia en RDC

4.3. VOLET DIFFUSION, COMMUNICATION ET PARTAGE DES CONNAISSANCES

Activité	Animateur	Fonction	Cibles sensibilisées	Localisation
Diffusion radiotélévisée de l'atelier de lancement du projet	Radio-Télévision Nationale Congolaise, Radio Okapi (UN), Top Congo FM et autres.	Médias	Grand public	Kinshasa, RDC
Construction de la page web du projet	Néo Sondi Christian	IT Manager	Grand public	Kinshasa, RDC
Présentation du projet à la semaine de l'eau	Prof Raphaël Tshimanga	Directeur Général CRREBaC	Partenaires internationaux	Stockholm, Suède
Présentation du projet aux autorités politico-administratives au niveau national	Prof Daniel Ngoma-ya-Nzuzi	Recteur de l'Université de Kinshasa	Présidence de la république Assemblée Nationale Sénat Primature Direction Générale des Migrations Agence Nationale de Renseignement Ministre de la Défense Nationale Inspection Générale de la Police Nationale Ministère des Transports et voies de communication Force Navale Congolaise	Kinshasa, RDC
	Prof Pierre-Eric Sumbu Zola	Doyen de la Faculté des Sciences Agronomiques		
	Prof Raphaël Tshimanga	Directeur Général CRREBaC		
Présentation du projet aux autorités politico-administratives aux niveaux provincial et local	Gérard Sankiana Genie Lutonadio Felly Ngandu Francine Nabintu	Responsables de recherche	Gouverneurs des provinces Gouvernements provinciaux Assemblées Provinciales Société civile Associations des femmes Institutions locales de recherche, d'enseignement supérieur et universitaire Autorités coutumières	Chefs-lieux des provinces Chefs-lieux des territoires Chefferies et villages
	Anaclet Kombayi Nicole Nsambi Lisette Bonso	Associés à la recherche		
	Emmanuel-Tsadok Ngwamashi	Superviseur de la recherche		

V. FAITS SAILLANTS ET RECOMMANDATIONS

5.1. FAITS SAILLANTS (LEÇONS APPRISSES)

5.1.1. De l'atelier du lancement officiel des activités du projet

L'atelier du lancement a connu la participation des parties prenantes au nexus Climat-Eau-Migration-Conflits dans le Bassin du Congo à savoir :

- Les membres des institutions partenaires du projet dont le CRREBaC, le CRDI et l'UNU-INWHE ;
- Les institutions locales, régionales et internationales impliquées dans la gestion des ressources en eau et l'élaboration des politiques de gestion durable des ressources naturelles ;
- Les responsables des missions diplomatiques et les représentants des agences de coopération ;
- Les chercheurs internationaux et nationaux intéressés par l'amélioration des connaissances sur le nexus climat-eau-migration-conflits.

La baisse drastique du niveau d'eau du lac Tchad, les voies des migrations émergentes des éleveurs pasteurs de la région du sahel vers le Bassin du Congo, la problématique sur le transfert de l'eau des régions Nord-Est de la RDC pour alimenter et revitaliser le Lac Tchad sont des questions d'actualité et suscitent plusieurs sensibilités sociopolitiques et sécuritaires.

5.1.2. De la campagne de collecte des données

De cette campagne de collecte des données, plusieurs leçons ont été tirées à savoir :

1. La présence des migrants influe sur le mode de vie des peuples autochtones et populations locales. En effet, bien qu'ils représentent une menace permanente pour la sécurité dans la région du fait de leur collaboration avec les forces négatives notamment l'approvisionnement du LRA en vivres, l'ouverture des pistes en faveur du LRA via le passage des cheptels Mbororo, la facilitation de l'exploitation illégales des ressources naturelles, l'entretien d'un climat d'insécurité et des conflits avec les populations locales majoritairement agriculteurs... Ils sont également une opportunité pour le développement socioéconomique et technologique des provinces du Haut-Uélé et Bas-Uélé, car le paiement des taxes provinciales apporte une contribution non négligeable aux budgets des provinces (estimée à 50%) ;
2. La collaboration avec les institutions universitaires locales pour élargir le champ de la recherche notamment avec l'Université de l'Uélé et l'Institut Supérieur Pédagogique de Buta, est une nécessité car elles disposent des compétences qui œuvrent sur les questions migratoires et les conflits, le colloque sur la problématique des migrants Mbororos et Hémas dans le bassin de l'Uélé organisé par l'Université de l'Uélé en collaboration avec l'Institut Supérieur Pédagogique de Buta en constitue la preuve ;
3. L'existence d'un potentiel important en ressources en eau non exploré par les chercheurs. D'où, le besoin de renforcer le cadre de production scientifique des institutions de recherche locales sur le nexus Climat-Eau-Migration et Conflits dans le bassin de l'Uélé par la facilitation de l'accès des scientifiques locaux aux études de spécialisation. Ceci, soit par l'obtention des subventions à la recherche de troisième cycle ou l'appui logistique en équipements des laboratoires ;
4. L'élaboration d'un cadre de collaboration formelle avec les institutions provinciales œuvrant dans le nexus Climat-Eau-Migration et Conflits pour maximiser la collecte des données et augmentation de la résilience des communautés locales dans la zone d'étude. C'est le cas par exemple de la Régie des Voies Aériennes qui

dispose des parcs météorologiques au niveau des aéroports pour la collecte des données climatiques dans les provinces prioritaires ; la régie de distribution de l'eau (REGIDESO) qui travaille actuellement sur la problématique de la distribution de l'eau potable dans les ménages des villes nouvellement créées dans le processus de la décentralisation ; la Direction Générale des Migrations qui rencontre plusieurs difficultés dans l'enregistrement automatique des mouvements des populations ;

5. L'observation des perturbations climatiques au niveau local notamment par le retour tardif des pluies, la modification du calendrier agricole, la fréquence des crues des certaines rivières, la diminution du niveau de la nappe phréatique prononcée pendant les saisons sèches ;
6. Les défis d'accès à l'eau de qualité et en quantité suffisante pour les ménages. En effet, la plupart des cours d'eau subissent une pollution à répétition par les zébus Mbororos qui engendrent les conflits entre les éleveurs et les peuples autochtones agriculteurs ;
7. La mise en place des initiatives locales de résolution des conflits et d'augmentation de la résilience des communautés locales, cependant elles sont fragiles et moins prometteuses, il y a lieu de les renforcer.
8. La présente mission de collecte des données sur le nexus Climat-Eau-Migration-Conflits et résilience des communautés, considérée comme étant une première dans le Bassin de l'Uélé tant par les autorités politico-administratives, les organisations de la société civile, ... que par les chercheurs locaux, avait un caractère passionnant car basée sur les faits réels et préoccupants. Elle a permis de comprendre les évidentes interactions qui existent entre les migrations et les conflits dus au changement climatique et à l'eau dans le Bassin de l'Uélé. Les différentes données collectées ont été mises à la disposition de la coordination du projet pour analyse et traitement.
9. Au regard de la complexité de la thématique principale de recherche et les différentes sensibilités mises en exergue, l'organisation d'un atelier de restitution à Kinshasa impliquant les différentes parties prenantes tant au niveau provincial que national, est suggéré. Cet atelier permettra d'approfondir la réflexion autour du nexus Climat-Eau-Migration-Conflits et résilience des communautés avec des acteurs locaux de façon participative afin de préparer les recommandations devant servir à la formulation des politiques ou stratégies d'appui à la gestion durable des ressources en eau et la gestion des migrations transfrontalières et les conflits liés au changement climatique à l'eau pour renforcer la résilience des communautés dans le Bassin du Congo.

5.2. RECOMMANDATIONS

5.2.1. De l'Atelier de lancement officiel des activités

- Les autorités politico-administratives et coutumières devraient envisager des politiques de gestion durable des ressources en eau basées sur une approche intégrée et participative pour permettre aux uns et aux autres de contribuer significativement à la production des informations scientifiques nécessaires sur l'Axe Climat-Eau-Migration-Conflits ;
- La mise en place d'un cadre opérationnel de collaboration des parties concernées en vue de promouvoir des politiques de gestion durable des ressources en eau ainsi que des solutions adéquates aux questions réelles du domaine Climat-Eau-Migration-Conflits pour garantir la qualité des services rendus à la communauté ;

- Les mesures de lutte contre les effets du changement climatique doivent être au centre de la démarche scientifique de ce projet du fait de ses corollaires sur les systèmes de production, la libéralisation et l'ouverture du commerce ainsi que sur la protection de l'environnement tout en intégrant de façon transversale la dimension de genre dans les stratégies, les mesures incitatives et les politiques de lutte contre le changement climatique ;
- La résilience doit prendre en compte les exigences politiques, sociales, économiques et environnementales du développement durable à tous les niveaux dans le nexus Climat-Eau-Migration-Genre-Conflicts, et aussi aborder les risques multiples et les causes sous-jacentes de la vulnérabilité d'une manière intégrée et sectorielle, à court, à moyen et à long termes ;
- Les actions futures à définir dans le cadre du CRREBaC en général et spécifique du présent projet se doivent se faire dans une approche de collaboration interinstitutionnelle et multisectorielle, basée sur les résultats scientifiques en vue de garantir l'efficacité des actions en faveur de l'eau et du climat ;
- La gestion des eaux du Bassin du Congo est une matière très sensible et stratégique, il est encouragé à ce que les différents chercheurs travaillent en synergie pour fédérer les conclusions des recherches afin d'orienter les politiques dans la prise des décisions pour que le Gouvernement de la RDC négocie et adhère en toute responsabilité dans les différents accords et traités internationaux ;
- Sur base des informations récoltées, le projet doit faire une projection en terme des scénarios sur l'impact du renforcement de la résilience des communautés locales du bassin du Congo sur l'adaptation au changement y compris les inégalités socio-économiques dont sont victimes certains groupes sociaux en vue de rendre plus durable des ressources en eau dans une approche sensible au genre ;
- La pertinence des résultats attendus du projet et les solutions à apporter pour répondre aux besoins multiples liés à l'eau, tant au niveau local, régional et international doit être prise en compte sur les types d'études à mener avant d'envisager le transfert de l'eau du Bassin du fleuve Congo pour alimenter le Lac Tchad ou n'importe autre bassin de l'Afrique.

Ainsi, pour une meilleure gestion des ressources en eau du Lac Tchad, il a été convenu que :

- Certaines caractéristiques de cet écosystème particulier soient prises en compte dans la gestion des activités anthropiques dans le bassin suite à l'imprévisibilité de la réponse hydrologique du lac d'une année à l'autre ;
- L'application des textes réglementaires et le contrôle de la croissance démographique dans le Bassin du Lac Tchad soient effectifs pour une utilisation rationnelle des eaux du Lac Tchad et de ses affluents ;
- L'usage de l'eau disponible dans le bassin du Chari soit raisonné ;
- Un système des quotas pour le prélèvement des ressources en eau soit instauré ;

5.2.2. De la Campagne de collecte des données de terrain

Les recommandations formulées ci-dessous sont liées aux difficultés rencontrées par les chercheurs et les enquêteurs locaux lors de la campagne de collecte des données de terrain. Les principales sont les suivantes :

- L'insuffisance des ressources initiales allouées aux travaux de terrain en termes de temps et du budget par rapport aux besoins réels exprimés lors de la préparation de la campagne de collecte des données et du déploiement sur terrain. Ceci a eu aussi un impact sur la couverture de la zone pour les enquêtes bien que le nombre des jours avait été augmenté légèrement. **Ainsi, il est suggéré la reprogrammation des certaines enquêtes ciblées dans la zone d'étude ;**
- L'imprévision dans le budget initial de collecte des données des certains matériels d'enquêtes tels les dictaphones, tablettes, GPS, ..., pourtant ces matériels s'étaient révélés très importants. Les efforts

ont été réalisés pour pouvoir rendre disponible ces matériels bien qu'en petit nombre, ce qui n'a pas permis une utilisation effective par les enquêteurs déployés sur terrain. Ceci constitue une situation à améliorer lors des prochaines campagnes de collecte des données de terrain ;

- Le délabrement très avancé des infrastructures routières, l'absence du réseau de communication et le manque de moyen de transport adéquat n'ont pas permis aux chercheurs d'atteindre certains endroits reculés dans lesquels ils pouvaient récolter les données stratégiques ;
- Les frustrations et le climat d'insécurité qu'ont connus les populations locales durant ces dernières décennies les ont rendus réticentes aux chercheurs qui étaient pour la plupart étrangers au milieu local. Toutefois, la collaboration avec les institutions locales et le recrutement des enquêteurs locaux sont deux aspects majeurs qui ont permis le succès des travaux de terrain. **La création d'un cadre de collaboration formel avec les différentes institutions locales identifiées s'avère importante ;**
- Le temps de la recherche proportionnellement court au regard de la complexité de la thématique principale de recherche, de la nature de la zone d'étude, des sensibilités sécuritaire et politique sur les questions brûlantes du transfert des eaux du Bassin du Congo vers le Lac Tchad ainsi que de l'exploitation illicite des ressources naturelles notamment les pâturages, l'eau et l'Or ; ont exacerbées la vulnérabilité des communautés locales. **D'où la nécessité d'entrevoir la possibilité d'approfondir les autres aspects du projet ;**
- Les ressources limitées pour l'analyse et traitement des données et informations abondantes collectées. **A cet effet, il y a la nécessité de renforcer les capacités des chercheurs dans l'analyse et traitement des données. Il est suggéré en outre l'acquisition des logiciels de l'analyse et traitement des données ;**
- Considérant les traumatismes causés par le contact des chercheurs avec les personnes affectées par les cas des violences des migrants, les groupes armés et forces négatives de la zone d'étude, **il s'avère nécessaire de mettre en place un programme d'accompagnement psychologique des chercheurs.**

ANNEXES

Annexe 1. Rapport de l'Atelier de lancement du projet Voir DG

Annexe 2. Liste des participants à l'atelier de lancement, Kinshasa, Mai 2019

Annexe 3. Rapport de la campagne de collecte des données de terrain

Annexe 4. Ordres de mission et autorisations de la campagne de collecte des données de terrain

Province du Bas-Uélé

Province du Haut-Uélé

Province d'Ituri

Coordination du Projet

Annexe 5. Procès-verbaux de recrutement des apprenants-boursiers de troisième cycle du Projet Voir Felly

Annexe 6. Documents de collaboration du CRREBaC avec l'OG (Observatoire de la Gouvernance)

Annexe 7. Photos des activités de mise en œuvre du Projet

7.1. Appui de l'Université de Kinshasa au Projet

Voir Felly Cfr Photos avec l'Académie Musao + Mélanie et Doyen Sumbu + Mélanie avec CRREBaC

7.2. Atelier de lancement du Projet Voir Néo

7.3. Différentes réunions de travail au siège du CRREBaC Voir Néo

7.4. Campagne de collecte des données de terrain

Figure 1. Parc Météorologique de l'Aéroport National d'Isiro, Province du Haut-Uélé

Figure 2. Perception du nexus Climat-Eau-Migration et Conflits avec les enfants des Mbororos, Bassin de l'Uélé

Figure 3. Transhumance des éleveurs Mbororos vers Kisangani

Figure 6. Les conditions difficiles des femmes dans l'accessibilité à l'eau

Figure 7. Le moyen de transport et les conditions difficiles de la femme pour l'évacuation des produits agricoles

Annexe 8. Personnes ressources rencontrées pendant la campagne de collecte des données.

8.1. Province du Haut-Uélé

8.2. Province du Bas-Uélé

8.3. Province de l'Ituri Voir Francine

Annexe 9. Institutions identifiées pour le partenariat de collaboration dans le domaine du projet

Annexe 10. Cartes de déploiement de la mission de collecte des données (Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri)

Figure 1. Carte de déploiement des chercheurs dans la province du Bas-Uélé

Figure 2. Carte de déploiement des chercheurs dans la province du Haut-Uélé

Figure 2. Carte de déploiement des chercheurs dans la province de l'Ituri

Annexe 11. Outils de collecte des données utilisés

11.1. Manuel de l'enquêteur (Guide Méthodologique)

- 11.2. Fiche de dénombrement des ménages (Eligibles 10 ans révolue)
- 11.3. Fiche de tirages des échantillons dûment remplie Bas-Uélé
- 11.3. Fiche de tirages des échantillons dûment remplie Haut-Uélé
 - 11.3. Fiche de tirages des échantillons dûment remplie Ituri
 - 11.4. Fiche des itinéraires des migrants
 - 11.5. Guide des focus-groups et discussions des groupes
 - 11.6. Guide d'entretiens
 - 11.7. Fiche additionnelle d'entretien pour les aires protégées
 - 11.8. Questionnaire d'enquête pour les ménages

Annexe 12. Semaine Mondiale de l'Eau 2019, Stockholm (Suède) voir Néo

Annexe 13. Liste de présence Ateliers de renforcement des capacités (Nidhi & Michel, Michele)

Annexe 14. Liste de présence Atelier Genre et Sécurité de l'Eau

Annexe 15. Liste de présence Atelier sur la prise en compte de la dimension Genre dans l'élaboration des outils de collecte des données de terrain.

Atelier 16. Liste de présence Atelier sur la conduite de la campagne de collecte des données socioéconomiques et environnementales sur terrain.

Tableau 1. Différents matériels informatiques utilisés lors de la campagne de collecte des données de terrain.

Annexe 6. Personnes ressources rencontrées au Haut-Uélé

Annexe 6. Personnes ressources rencontrées au Bas-Uélé